

Duplicata

RECEPISSE DE DEPOT

GREFFE DU
TRIBUNAL DE COMMERCE
D'ARRAS

13 RUE ROGER SALENGRO
BP 1005
62008 ARRAS CEDEX
MINITEL : 08 36 29 11 11 NO TVA FR5438227313400017

AIDE A L'ACTION POINTS PERMIS
34 RUE D'HESDIN
62134 ANVIN

V/REF :

N/REF : 2005 B 405 / 2005-A-1802

Le Greffier du Tribunal de Commerce D'ARRAS certifie qu'il a reçu le 03/11/2005,

Acte S.S.P. en date du 15/10/2005
- Formation de la société

Concernant la société

AIDE A L'ACTION POINTS PERMIS
Société à responsabilité limitée
34 RUE D'HESDIN
62134 ANVIN

Le dépôt a été enregistré sous le numéro 2005-A-1802 le 03/11/2005

R.C.S. ARRAS 484 712 591 (2005 B 405)

Fait à ARRAS le 03/11/2005,

Le Greffier

- 3 NOV. 2005

DE JUSTICE D'ARRAS

Statuts de SARL

A.A.A.P.P.

Aide A l'Action Points Permis

SARL au capital de 4000 Euros
Siège social : **34 Rue d'Hesdin 62 134 ANVIN**

Les soussignés :

1°) Mr. CARPENTIER Hervé, né le 5 Février 1962 à Hesdin (62) de nationalité française demeurant 34 Rue d'Hesdin 62 134 ANVIN. Epoux de Madame Catherine LOY, tous deux mariés sous le régime de la communauté légale.

2°) Mme LOY Catherine, née le 27 Mars 1962 à Hesdin (62) de nationalité française demeurant 34 Rue d'Hesdin 62 134 ANVIN. Epouse de Monsieur Hervé CARPENTIER, tous deux mariés sous le régime de la communauté légale.

3°) Mr. CARPENTIER Serge, né le 11 juillet 1960 à Hesdin (62) de nationalité française demeurant 6 Rue Marcel Pagnol 78 180 MONTIGNY LE BRETONNEUX. Epoux de Madame Marie Line CAPENDU, tous deux mariés sous le régime de la communauté légale

4°) Mme CAPENDU Marie Line, née le 19 Février 1959 à Quouex Haut-Maisnil (62) de nationalité française demeurant 6 Rue Marcel Pagnol 78 180 MONTIGNY LE BRETONNEUX. Epouse de Monsieur Serge CARPENTIER, tous deux mariés sous le régime de la communauté légale.

Agissant CONJOINTEMENT et SOLIDAIREMENT entre eux,
ont établi ainsi qu'il suit les statuts d'une Société à Responsabilité Limitée qu'ils ont décidé d'instituer entre eux et toute autre personne physique ou morale qui viendrait à acquérir la qualité d'associé ultérieurement.

HC

Lc

MLC

SC

Sommaire

- Article 1 – Forme de la société
- Article 2 – Dénomination sociale
- Article 3 – Siège social
- Article 4 – Durée
- Article 5 – Objet
- Article 6 – Capital social et répartition des parts
- Article 7 – Apports des associés et capital social
 - 7-1 Apports en numéraire
 - 7-2 Récapitulation des apports
 - 7-3 Augmentation ou réduction du capital
 - 7-4 Représentation des parts
 - 7-5 Droits et obligations attachés aux parts
 - 7-6 Forme et publicité des cessions de parts sociales
 - 7-7 Transmission des parts sociales & agrément des cessionnaires
- Article 8 – Fonctionnement
 - 8-1 Gérance
 - Nomination d'un gérant
 - Pouvoirs et responsabilité d'un gérant
 - Cession des fonctions d'un gérant
 - Rémunération de la gérance
 - 8-2 Exercice social
 - Durée de l'exercice
 - 8-3 Comptes sociaux
 - 8-4 Affectation ou répartition des bénéfices
- Article 9 – Décisions collectives
 - 9-1 Modalités
 - 9-2 Assemblée générale
 - 9-3 Participation et décisions collectives
 - 9-4 Modifications des statuts
 - 9-5 Procès verbaux
- Article 10 – Décès d'un associé
- Article 11 – Contestations
- Article 12 – Liquidation & partage
- Article 13 – Jouissance de la personnalité morale
- Article 14 – Frais et actes accomplis pour le compte de la société en formation
- Article 15 – Formalités de publicité

H.C

L.C

M.C

S.C

STATUTS

Article 1 – Forme de la société

Il est formé entre les comparants, tous futurs propriétaires des parts ci-après créées, et propriétaires de parts qui pourraient être créées ultérieurement, une Société A Responsabilité Limitée, qui sera régie par la loi du 24 juillet 1966. Toutes autres dispositions légales réglementaires en vigueur et par les présents statuts.

Article 2 – Dénomination sociale

La société prend la dénomination de : **Aide A l'Action Points Permis**

Son sigle est : **A.A.A.P.P.**

Article 3 – Siège social

Le siège social est situé à : 34 Rue d'Hesdin 62 134 ANVIN. Il pourra être transféré en tout autre endroit de la même ville par simple décision de la gérance et en tout autre lieu en vertu d'une décision extraordinaire des associés.

Article 4 – Durée

Sauf dissolution anticipée ou prorogation, la durée de la société est fixée à 99 ans à compter de son immatriculation au Registre du Commerce des Sociétés.

Article 5 – Objet

La société **Aide A l'Action Points Permis** a pour objet, en France, d'organiser **des stages de sensibilisation à la sécurité routière** permettant le cas échéant la récupération de points du permis de conduire et, plus généralement, toutes opérations commerciales, financières, industrielles, mobilières et immobilières pouvant s'y rapporter directement ou indirectement.

Article 6 – Capital social et répartition des parts

Le capital social est fixé à la somme de **quatre mille euros (4000€)**, divisé en **cent (100)** parts sociales, souscrites en totalité par les associés, et attribuées à chacun d'eux dans la proportion de leurs apports respectifs, savoir :

- à Mr CARPENTIER Hervé, vingt cinq (25) parts sociales de quarante euros (40€) chacune;
- à Mme LOY épouse CARPENTIER Hervé, vingt cinq (25) parts sociales de quarante euros (40€) chacune;

de Lc
MLC SC

- à Mr CARPENTIER Serge, vingt cinq (25) parts sociales de quarante euros (40€) chacune;
- à Mme CAPENDU épouse CARPENTIER Serge, vingt cinq (25) parts sociales de quarante euros (40€) chacune;

Soit un total de cent (100) parts sociales, égal au nombre de parts composant le capital social

Article 7 – Apports des associés et capital social

7-1 Apports en numéraire

Les soussignés font apport à la société des sommes en numéraire suivantes :

- 1°) Mr. CARPENTIER Hervé la somme de : mille euros (1000€),
- 2°) Mme LOY épouse CARPENTIER Hervé la somme de : mille euros (1000€),
- 3°) Mr. CARPENTIER Serge la somme de : mille euros (1000€),
- 4°) Mme CAPENDU épouse CARPENTIER Serge la somme de : mille euros (1000€),

Mr CARPENTIER Hervé la somme de mille (1000) Euros. Cette somme provenant de sa communauté de biens avec son conjoint Mme LOY Catherine épouse CARPENTIER demeurant au 34 Rue d'Hesdin 62 134 ANVIN, cette dernière a été avertie préalablement de cet apport, conformément aux dispositions du 1er alinéa de l'article 1832-2 du Code civil.

Mme LOY Catherine épouse CARPENTIER la somme de mille (1000) Euros. Cette somme provenant de sa communauté de biens avec son conjoint Mr. CARPENTIER Hervé demeurant au 34 Rue d'Hesdin 62 134 ANVIN, ce dernier a été averti préalablement de cet apport, conformément aux dispositions du 1er alinéa de l'article 1832-2 du Code civil.

Mr CARPENTIER Serge la somme de mille (1000) Euros. Cette somme provenant de sa communauté de biens avec son conjoint Mme CARPENTIER CAPENDU Marie Line demeurant au 6 Rue Marcel Pagnol 78 180 MONTIGNY LE BRETONNEUX, cette dernière a été avertie préalablement de cet apport, conformément aux dispositions du 1er alinéa de l'article 1832-2 du Code civil.

Mme CARPENTIER CAPENDU Marie Line la somme de mille (1000) Euros. Cette somme provenant de sa communauté de biens avec son conjoint Mr. CARPENTIER Serge demeurant au 6 Rue Marcel Pagnol 78 180 MONTIGNY LE BRETONNEUX, ce dernier a été averti préalablement de cet apport, conformément aux dispositions du 1er alinéa de l'article 1832-2 du Code civil.

Soit au total une somme de quatre mille (4000) Euros correspondant à cent (100) parts sociales, souscrites en totalité et intégralement libérées.

Dépôt et retrait des fonds

Les fonds correspondants aux apports de numéraires visés ci dessus, intégralement libérés, ont été déposés le 15 Octobre, à un compte ouvert au nom de la société en formation à la banque « Crédit Agricole », agence de Saint Pol sur Ternoise, sous le numéro 16341409200 ainsi qu'en atteste un certificat de ladite banque ci-annexé.

MLC

MC

LC

SC

[illegible][illegible]

1. *What is the purpose of the study?*
 2. *What are the research questions or hypotheses?*
 3. *What is the study design?*
 4. *What are the variables?*
 5. *What are the data sources?*
 6. *What are the data collection methods?*
 7. *What are the data analysis methods?*
 8. *What are the results?*
 9. *What are the conclusions?*
 10. *What are the limitations?*
 11. *What are the implications?*
 12. *What are the future research directions?*

Cette somme ne sera retirée par le gérant que sur présentation du certificat d'immatriculation de la société au Registre du commerce et des sociétés.

7-2 Récapitulation des apports

L'ensemble des apports en numéraire et en nature s'élève à la somme de **quatre mille euros (4000€)** , total égal au montant du capital social.

7-3 Augmentation ou réduction du capital

Le capital social pourra en vertu d'une décision collective extraordinaire des associés, prise sur proposition de la gérance être augmenté ou réduit en une ou plusieurs fois.

Les augmentations du capital par attribution de parts gratuites comme les réductions de capital par diminution de parts peuvent toujours être réalisées malgré l'existence de rompus. Sous cette réserve, les engagements d'un associé ne peuvent être augmentés sans son consentement.

Le capital pourra également être augmenté, en vertu d'une décision collective extraordinaire des associés, par la création de nouvelles parts sociales, ordinaires ou privilégiées, attribuées en tout ou parties des bénéfices et des réserves sous forme de nouvelles parts.

La décision collective portant augmentation du capital pourra décider que celle-ci aura lieu par création de parts assorties d'une prime dont elle fixera le montant et son affectation.

Le capital pourra également être réduit, en vertu d'une décision collective extraordinaire des associés pour quelque cause et de quelque manière que ce soit, par voie de remboursement ou de rachat partiel des parts, de réduction de leur nombre ou de leur valeur nominale.

La décision d'augmenter le capital ayant pour effet de faire entrer dans la société un nouvel associé doit, aux mêmes conditions, comporter son agrément.

7-4 Représentation des parts

Il n'est créé aucun titre représentatif des parts sociales. Le titre et les droits de chaque associé résultent simplement des présents statuts, des modifications qui leur seraient ultérieurement apportées et des cessions de parts sociales régulièrement consenties.

7-5 Droits et obligations attachés aux parts

A chaque part sociale sont attachés des droits égaux dans les bénéfices et l'actif social. La contribution de l'associé aux pertes se détermine également à proportion de ses parts sociales. A l'égard des tiers, les associés répondent indéfiniment des dettes sociales à proportion de leurs parts sociales à la date de l'exigibilité ou au jour de la cessation des paiements.

Chaque part est indivisible à l'égard de la société. Les copropriétaires d'une part sociale indivise sont représentés auprès de la société par un mandataire unique, choisi parmi les indivisaires ou en dehors d'eux, et qui en cas de désaccord, est désigné en justice.

MLC

HC

LC

SC

1. The first part of the paper is devoted to the study of the properties of the function $f(x)$ defined by the equation

$$f(x) = \int_0^x f(t) dt + g(x)$$

where $g(x)$ is a given function. It is shown that if $g(x)$ is continuous and has a bounded derivative, then $f(x)$ is also continuous and has a bounded derivative.

2. In the second part, it is shown that if $g(x)$ is a polynomial of degree n , then $f(x)$ is a polynomial of degree $n+1$.

3. The third part of the paper is devoted to the study of the properties of the function $f(x)$ defined by the equation

$$f(x) = \int_0^x f(t) dt + g(x) + h(x)$$

where $g(x)$ and $h(x)$ are given functions. It is shown that if $g(x)$ and $h(x)$ are continuous and have bounded derivatives, then $f(x)$ is also continuous and has a bounded derivative.

4. In the fourth part, it is shown that if $g(x)$ and $h(x)$ are polynomials of degrees n and m respectively, then $f(x)$ is a polynomial of degree $\max(n, m) + 1$.

5. The fifth part of the paper is devoted to the study of the properties of the function $f(x)$ defined by the equation

$$f(x) = \int_0^x f(t) dt + g(x)$$

where $g(x)$ is a given function. It is shown that if $g(x)$ is continuous and has a bounded derivative, then $f(x)$ is also continuous and has a bounded derivative.

6. In the sixth part, it is shown that if $g(x)$ is a polynomial of degree n , then $f(x)$ is a polynomial of degree $n+1$.

7. The seventh part of the paper is devoted to the study of the properties of the function $f(x)$ defined by the equation

$$f(x) = \int_0^x f(t) dt + g(x) + h(x)$$

where $g(x)$ and $h(x)$ are given functions. It is shown that if $g(x)$ and $h(x)$ are continuous and have bounded derivatives, then $f(x)$ is also continuous and has a bounded derivative.

Pendant la durée de l'indivision, pour le calcul de la majorité en nombre d'associés lorsqu'elle est requise, chaque indivisaire non soumis à agrément compte comme associé. L'indivisaire par ailleurs propriétaire de parts sociales lui conférant la qualité d'associé, indépendamment de ses droits dans l'indivision, ne peut être compté qu'une fois. Ces dispositions sont applicables à chaque nu propriétaire de parts sociales grevées d'usufruit.

L'usufruitier exerce seul le droit de vote attaché aux parts dont la propriété est démembrée.

7-6 Forme et publicité des cessions de parts sociales

La cession de parts sociales doit être constatée par écrit. Elle est rendue opposable à la société dans les formes prévues à l'article 1690 du Code Civil ou par transfert sur les registres de la société. Elle n'est opposable aux tiers qu'après accomplissement de ces formalités et sa publicité par dépôt en annexe au registre du commerce et des sociétés.

7-7 Transmission des parts sociales & agrément des cessionnaires

1 – Les parts sociales sont librement cessibles entre associés ainsi qu'au profit du conjoint, d'un ascendant ou d'un descendant du cédant. Elles ne peuvent être cédées à d'autres personnes qu'avec le consentement de la société exprimé à la majorité en nombre de tous les associés y compris le cédant. Cette disposition vise toutes transmissions à titre onéreux ou gratuit, qu'elles portent sur la pleine propriété ou la nue-propriété ou l'usufruit des parts sociales.

Le projet de cession est notifié, avec demande d'agrément, à la société et à chacun des associés. La gérance prend toutes dispositions nécessaires pour consulter les associés sur ce projet.

Si l'agrément est refusé, les associés doivent acquérir les parts. Lorsque plusieurs d'entre eux veulent acquérir au total un nombre de parts excédant celui des parts à acheter, il est procédé, sauf convention contraire entre les intéressés, à une réduction de leurs demandes tenant compte du droit de chacun d'eux d'acquérir à proportion du nombre de parts qu'il détenait antérieurement par rapport à celui des parts détenues par l'ensemble des acheteurs. S'il reste, après cette première opération, des parts non attribuées, celles-ci sont réparties dans la même proportion entre les acheteurs dont la demande n'a pas été entièrement servie.

La société peut faire acquérir par un tiers les parts non acquises par les associés, ou procéder au rachat de ces parts en vue de leur annulation. Les dispositions des deux premiers alinéas du présent paragraphe sont applicables à la désignation du tiers acquéreur qui le cas échéant, doit être agréé à la majorité des associés autre que le cédant.

Le nom du ou des acquéreurs proposés, associés ou tiers ou l'offre de rachat par la société, ainsi que le prix offert sont notifiés au cédant. En cas de contestation sur le prix, celui-ci est fixé conformément aux dispositions de l'article 1843-4 du Code Civil. Les frais de l'expertise sont à la charge de la partie qui l'a demandée, sauf convention contraire entre les parties. Le prix d'achat ou de rachat est payé comptant.

Toutes les dispositions qui précèdent s'appliquent sans préjudice du droit du cédant de renoncer à son projet et de conserver ses parts, à condition que sa renonciation soit signifiée à la société avant

MC

HC

LC

SC

The first of these is the fact that the data are not normally distributed. This is evident from the fact that the distribution is skewed to the right, with a long tail of high values. This is a common feature of many real-world data sets, and it is important to take this into account when analyzing the data.

The second of these is the fact that the data are not independent. This is evident from the fact that the data are correlated, with a positive correlation between the variables.

The third of these is the fact that the data are not stationary. This is evident from the fact that the mean and variance of the data are changing over time.

These three features of the data are important to take into account when analyzing the data. In particular, the fact that the data are not normally distributed means that standard statistical tests may not be applicable. The fact that the data are not independent means that standard statistical tests may also be inappropriate. The fact that the data are not stationary means that standard statistical tests may also be inappropriate.

There are a number of ways to deal with these issues. One way is to use non-parametric statistical tests. Another way is to use time series analysis. A third way is to use machine learning techniques.

One of the most common ways to deal with these issues is to use non-parametric statistical tests. These tests do not assume that the data are normally distributed, and they are therefore more robust to outliers. However, they are also less powerful than parametric tests, and they may be more difficult to interpret.

Another way to deal with these issues is to use time series analysis. This involves modeling the data as a function of time, and then using statistical techniques to estimate the parameters of the model.

A third way to deal with these issues is to use machine learning techniques. These techniques involve training a model on a set of data, and then using the model to predict the outcome of new data. Machine learning techniques are often more powerful than traditional statistical techniques, but they are also more complex and more difficult to interpret.

In conclusion, the data are not normally distributed, they are not independent, and they are not stationary. These three features of the data are important to take into account when analyzing the data. There are a number of ways to deal with these issues, and the choice of method will depend on the specific requirements of the analysis.

One of the most common ways to deal with these issues is to use non-parametric statistical tests. These tests do not assume that the data are normally distributed, and they are therefore more robust to outliers. However, they are also less powerful than parametric tests, and they may be more difficult to interpret.

Another way to deal with these issues is to use time series analysis. This involves modeling the data as a function of time, and then using statistical techniques to estimate the parameters of the model.

l'expiration d'un délai de quinze jours à compter de la date à laquelle il a eu notification de toute les indications prévues à l'alinéa précédent, y compris, le cas échéant, le prix déterminé par expertise.

Dans tous les cas où les parts sont acquises soit par des associés, soit par des tiers désignés par eux, ou rachetées par la société, si le cédant refuse de signer l'acte de cession après avoir été mis en demeure de le faire, la mutation est régularisée d'office par la gérance ou le représentant de la société, spécialement habilité à cet effet, qui signera en ses lieu et place l'acte de cession. A cet acte qui relate la procédure suivie, sont annexées toutes les pièces justificatives.

Si l'offre d'achat ou de rachat de la totalité des parts faisant l'objet du projet de cession n'est pas faite au cédant dans un délai de six mois à compter de la dernière des notifications dudit projet à la société et à chacun des associés, l'agrément à la cession est réputé acquis, à moins que les autres associés ne décident à l'unanimité, dans le même délai, la dissolution anticipée de la société. Dans ce dernier cas, le cédant peut rendre caduque cette décision en faisant connaître qu'il renonce à la cession dans le délai d'un mois à compter de ladite décision. Ces dispositions se rapportant à l'absence d'offre d'achat dans le délai imparti sont applicables au cas où la société a notifié le refus d'agrément comme au cas où elle aurait omis de le faire

2 – Les parts sont librement transmises en cas de fusion, de scission ou de dissolution après réunion de toutes les parts en une seule main d'une personne morale associée.

3 – Les parts sociales peuvent faire l'objet d'un nantissement donnant lieu à une publicité conforme aux dispositions réglementaires en vigueur, qui détermine le rang des créanciers nantis.

Tout associé peut obtenir des autres associés leur consentement à un projet de nantissement dans les mêmes conditions que celles prévues pour leur agrément à une cession de parts. La société doit notifier la décision des associés de consentir au projet de nantissement ou de refuser de l'agréer, dans le délai de deux mois à compter de la dernière des notifications de la demande. Le défaut de réponse dans ce délai est assimilé à un agrément. Le consentement donné au projet de nantissement emporte agrément du cessionnaire en cas de réalisation forcée des parts sociales à la condition que cette réalisation soit notifiée, un mois avant la vente aux associés et à la société

Chaque associé peut se substituer à l'acquéreur dans un délai de cinq jours francs à compter de la vente. Si plusieurs associés exercent cette faculté et veulent acquérir au total un nombre de parts excédant celui des parts à acheter, il est procédé, sauf convention contraire entre les intéressés, à une réduction de leurs demandes tenant compte du droit de chacun d'eux d'acquérir à proportion du nombre des parts qu'il détenait antérieurement par rapport à celui des parts détenues par l'ensemble des acheteurs. S'il reste après cette première opération, des parts non attribuées, celles-ci sont réparties dans la même proportion entre les acheteurs dont la demande n'a pas été entièrement servie. Si les associés ne se substituent pas à l'acquéreur pour la totalité des parts faisant l'objet de la vente forcée, la société peut procéder au rachat des parts en vue de leur annulation.

La réalisation forcée qui ne procède pas d'un nantissement auquel les autres associés ont donné leur consentement doit pareillement être notifiée, un mois avant la vente, aux associés et à la société. Les associés peuvent, dans ce délai, décider l'acquisition des parts, leur rachat en vue de leur annulation ou la dissolution de la société, dans les conditions prévues au paragraphe 1 ci-dessus. Si la vente a eu lieu,

MC

MC

LC

SC

1. The first part of the paper is devoted to the study of the properties of the function $f(x)$ defined by the equation

$$f(x) = \int_0^x \frac{1}{1+t^2} dt$$
for $x \in \mathbb{R}$. It is shown that $f(x)$ is an odd function, i.e., $f(-x) = -f(x)$, and that it is strictly increasing on $\mathbb{R}$. Moreover, it is proved that $f(x)$ is concave down for $x > 0$ and concave up for $x < 0$.

2. In the second part, we consider the function $g(x)$ defined by the equation $g(x) = \int_0^x \frac{1}{1+t^4} dt$ for $x \in \mathbb{R}$. It is shown that $g(x)$ is an even function, i.e., $g(-x) = g(x)$, and that it is strictly increasing on $\mathbb{R}$. Moreover, it is proved that $g(x)$ is concave up for $x > 0$ and concave down for $x < 0$.

3. The third part of the paper is devoted to the study of the function $h(x)$ defined by the equation $h(x) = \int_0^x \frac{1}{1+t^6} dt$ for $x \in \mathbb{R}$. It is shown that $h(x)$ is an even function, i.e., $h(-x) = h(x)$, and that it is strictly increasing on $\mathbb{R}$.

4. In the fourth part, we consider the function $k(x)$ defined by the equation $k(x) = \int_0^x \frac{1}{1+t^8} dt$ for $x \in \mathbb{R}$. It is shown that $k(x)$ is an even function, i.e., $k(-x) = k(x)$, and that it is strictly increasing on $\mathbb{R}$.

5. The fifth part of the paper is devoted to the study of the function $l(x)$ defined by the equation $l(x) = \int_0^x \frac{1}{1+t^{10}} dt$ for $x \in \mathbb{R}$. It is shown that $l(x)$ is an even function, i.e., $l(-x) = l(x)$, and that it is strictly increasing on $\mathbb{R}$. Moreover, it is proved that $l(x)$ is concave up for $x > 0$ and concave down for $x < 0$.

6. In the sixth part, we consider the function $m(x)$ defined by the equation $m(x) = \int_0^x \frac{1}{1+t^{12}} dt$ for $x \in \mathbb{R}$. It is shown that $m(x)$ is an even function, i.e., $m(-x) = m(x)$, and that it is strictly increasing on $\mathbb{R}$. Moreover, it is proved that $m(x)$ is concave up for $x > 0$ and concave down for $x < 0$.

7. The seventh part of the paper is devoted to the study of the function $n(x)$ defined by the equation $n(x) = \int_0^x \frac{1}{1+t^{14}} dt$ for $x \in \mathbb{R}$. It is shown that $n(x)$ is an even function, i.e., $n(-x) = n(x)$, and that it is strictly increasing on $\mathbb{R}$. Moreover, it is proved that $n(x)$ is concave up for $x > 0$ and concave down for $x < 0$.

les associés ou la société peuvent exercer la faculté de substitution qui leur est reconnue à l'alinéa 3 du présent paragraphe. Le non-exercice de cette faculté emporte agrément de l'acquéreur.

4 – Le projet de cession de parts ou de nantissement en vue d'un agrément, la renonciation au projet de cession, la date de réalisation forcée des parts sont notifiés par acte d'huissier de justice ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

S'il résulte d'un acte sous seing privé et s'il n'a pas été accepté par elle dans un acte authentique, le nantissement des parts sociales est signifié à la société par acte d'huissier de justice.

Les décisions de la société et des associés sur la demande d'agrément, le nom du ou des acquéreur proposés, l'offre de rachat par la société sont notifiés par lettre recommandée avec demande d'avis réception.

Toutes autres notifications ou signification sont faites soit par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, soit par acte d'huissier de justice. L'urgence justifie en outre, dans tous les cas, le recours à ce dernier procédé.

5 – En cas de décès d'un associé, la société n'est pas dissoute et continue entre les associés survivants et les héritiers et ayants droit de l'associé décédé, qui deviennent associés sans être soumis à agrément. Lorsque la succession est dévolue à une personne morale, celle-ci devient également associée sans agrément.

Pour l'exercice de leurs droits d'associés, les héritiers ou ayants droit doivent justifier de leur identité et de leurs qualités héréditaires, la gérance pouvant toujours exiger la production d'expédition ou d'extraits de tous actes notariés établissant ces qualités, ils doivent enfin justifier de la désignation d'un mandataire commun chargé de les représenter pendant la durée de l'indivision.

6 – Les parts sociales se transmettent librement en cas de liquidation de communauté de biens entre époux, que cette liquidation intervienne du vivant des époux ou au décès de l'un d'eux.

7 – Si, durant la communauté de bien existant entre époux, le conjoint de l'époux associé notifie son intention d'être personnellement associé conformément aux dispositions de l'article 1832-2 du code Civil, la qualité d'associé lui est reconnue, sans agrément préalable, pour la moitié des parts souscrites ou acquises.

11C

11C

11C

SC

Article 8 – Fonctionnement

8-1 Gérance

Nomination d'un gérant :

La société est gérée par un ou plusieurs gérants, associés ou non, nommés par les associés sans ou avec limitation de la durée de leur mandat, et dans ce dernier cas rééligibles.

Le gérant ou les gérants sont nommés ou révoqués par décision des associés représentant plus de la moitié des parts sociales. Si cette majorité n'est pas obtenue, la décision est prise sur seconde consultation à la majorité des votes émis, quel que soit le nombre de votants.

Le gérant ou les gérants seront nommés par un acte distinct signé par la totalité des associés ou leurs mandataires.

Le gérant ou les gérants ainsi nommés sont tenus de consacrer tout le temps nécessaire aux affaires sociales.

Le ou les premiers gérants seront nommés lors de la première assemblée générale de la société

Pouvoirs et responsabilité d'un gérant :

Conformément à la loi, le gérant ou chacun des gérants s'ils sont plusieurs aura, vis-à-vis des tiers, les pouvoirs les plus étendus pour représenter, contracter en son nom et l'engager pour tous les actes et opérations entrant dans l'objet social, sans limitation.

Dans ses rapports avec les associés, le gérant peut faire tous les actes de gestion dans l'intérêt de la société.

Toutefois, à titre de règlement intérieur et sans que ces limitations soient opposables aux tiers, il est convenu que le gérant ne peut sans y avoir été autorisé au préalable par une décision ordinaire des associés, acheter, vendre ou échanger tous immeubles et fonds de commerce, contracter des emprunts ou hypothèque pour le compte de la société, autres que les découverts normaux en banque.

Le gérant ou les gérants sont responsables individuellement ou solidairement selon les cas, envers la société ou envers les tiers, soit des infractions aux dispositions légales régissant les sociétés à responsabilité limitée, soit des violations des présents statuts, soit des fautes commises dans leurs gestion.

Cession des fonctions d'un gérant :

Chacun des gérants aura le droit de renoncer à ses fonctions, à charge par lui d'informer ses co-associés de sa décision à cet égard, par lettre recommandée avec avis de réception au moins deux mois à l'avance.

Les fonctions d'un gérant cessent par décès, interdiction, déconfiture, faillite personnelle, incompatibilité de fonctions ou révocation.

Le décès d'un gérant ou cessation de fonctions n'entraîne pas la dissolution de la société.

La collectivité des associés procède au remplacement du ou des gérants sur convocation, soit du gérant restant en fonction, soit du commissaire aux comptes s'il en existe un, soit d'un ou

7LC

He

Lc

Sc

1. The first part of the document is a letter from the President of the United States to the Congress, dated January 3, 1862.

2. The second part is a report from the Secretary of the Treasury, dated January 10, 1862.

3. The third part is a report from the Secretary of the Interior, dated January 10, 1862.

4. The fourth part is a report from the Secretary of the Navy, dated January 10, 1862. The report contains a detailed account of the operations of the Navy during the year 1861, and a statement of the condition of the Navy at the end of the year. It also contains a list of the ships of the Navy, and a statement of the expenses of the Navy during the year.

5. The fifth part is a report from the Secretary of the War, dated January 10, 1862.

6. The sixth part is a report from the Secretary of the Army, dated January 10, 1862. The report contains a detailed account of the operations of the Army during the year 1861, and a statement of the condition of the Army at the end of the year. It also contains a list of the regiments of the Army, and a statement of the expenses of the Army during the year.

7. The seventh part is a report from the Secretary of the Marine Corps, dated January 10, 1862. The report contains a detailed account of the operations of the Marine Corps during the year 1861, and a statement of the condition of the Marine Corps at the end of the year. It also contains a list of the regiments of the Marine Corps, and a statement of the expenses of the Marine Corps during the year.

8. The eighth part is a report from the Secretary of the Coast and Geodetic Survey, dated January 10, 1862. The report contains a detailed account of the operations of the Coast and Geodetic Survey during the year 1861, and a statement of the condition of the Coast and Geodetic Survey at the end of the year. It also contains a list of the ships of the Coast and Geodetic Survey, and a statement of the expenses of the Coast and Geodetic Survey during the year.

9. The ninth part is a report from the Secretary of the Smithsonian Institution, dated January 10, 1862.

10. The tenth part is a report from the Secretary of the United States Geological Survey, dated January 10, 1862. The report contains a detailed account of the operations of the United States Geological Survey during the year 1861, and a statement of the condition of the United States Geological Survey at the end of the year. It also contains a list of the ships of the United States Geological Survey, and a statement of the expenses of the United States Geological Survey during the year.

11. The eleventh part is a report from the Secretary of the United States Fish Commission, dated January 10, 1862. The report contains a detailed account of the operations of the United States Fish Commission during the year 1861, and a statement of the condition of the United States Fish Commission at the end of the year. It also contains a list of the ships of the United States Fish Commission, and a statement of the expenses of the United States Fish Commission during the year.

12. The twelfth part is a report from the Secretary of the United States Fish Commission, dated January 10, 1862.

13. The thirteenth part is a report from the Secretary of the United States Fish Commission, dated January 10, 1862. The report contains a detailed account of the operations of the United States Fish Commission during the year 1861, and a statement of the condition of the United States Fish Commission at the end of the year. It also contains a list of the ships of the United States Fish Commission, and a statement of the expenses of the United States Fish Commission during the year.

plusieurs associés représentant au moins le quart du capital social, soit un mandataire de justice à la requête de l'associé le plus diligent.

Rémunération de la gérance :

En rémunération de ses fonctions, chaque gérant a droit à un traitement fixe ou en proportionnalité de son travail ou de ses responsabilités.

Le montant et les modalités de paiement seront déterminés par décision ordinaire des associés. Cette rémunération figurera aux frais généraux.

En outre, il a droit au remboursement de ses frais de représentation et de déplacement ou tout autre frais lié au fonctionnement de la société.

8-2 Exercice social

Durée de l'exercice

L'exercice social a une durée de douze mois.

Il commence le 1 janvier pour se terminer le 31 décembre.

Par exception, le premier exercice social débutera le 18 Octobre 2005 et sera clos le 31 décembre 2006.

Inventaire

Les écritures de la société sont tenues conformément aux lois et usages du commerce.

A la clôture des comptes, la gérance dresse l'inventaire, les comptes annuels, conformément aux dispositions du code du commerce et établit un rapport de gestion écrit.

8-3 Comptes sociaux

Conformément à la loi, les comptes sociaux (bilan, compte de résultat, annexe comptable, et rapport de gestion du Gérant) sont soumis chaque année à l'approbation des associés, réunis en assemblée générale ordinaire à la diligence du Gérant, dans les six mois maximum suivants la clôture de l'exercice.

8-4 Affectation ou répartition des bénéfices

Après approbation des comptes et constatation de l'existence d'un bénéfice distribuable, l'assemblée générale des associés détermine, sur proposition de la gérance, toutes sommes qu'elle juge convenables de prélever sur ce bénéfice pour être reportées à nouveau sur l'exercice suivant ou pour être inscrites à un ou plusieurs comptes de réserves, ainsi que, le cas échéant, les sommes qui peuvent être distribuées aux associés.

En outre l'assemblée peut décider la mise en distribution de dividendes. Les sommes dont la mise en distribution est décidée sont réparties entre les associés proportionnellement au nombre de leurs parts sociales. La mise en paiement des dividendes doit avoir lieu dans un délai de 9 mois maximum à compter de la clôture des comptes.

700

He

Lc

30

...the ... of ...

...the ... of ...

...the ... of ...

...the ... of ...

...the ... of ...

...the ... of ...

...the ... of ...

Article 9 – Décisions collectives

9-1 Modalités

Les décisions collectives des associés sont prises en assemblées générales ou par voie de consultation écrite ou peuvent résulter du consentement de tous les associés exprimé dans un acte, au choix de la gérance.

Toutefois, la réunion d'une assemblée est obligatoire pour les décisions relatives à l'approbation des comptes annuels et pour toutes autres décisions si elle est demandée par un ou plusieurs associés représentant au moins le quart du capital.

9-2 Assemblée générale

En cas de tenue d'une assemblée, celle-ci a lieu au siège social ou dans tout autre endroit de la même ville.

Toute assemblée générale est convoquée par la gérance ou à défaut par le commissaire aux comptes s'il en existe ou encore, à défaut, par un mandataire désigné en justice à la demande de tout associé.

Les associés sont convoqués au moins quinze jours avant la réunion par lettre recommandée comportant l'ordre du jour.

Les associés peuvent être convoqués verbalement, s'ils sont tous présents ou représentés à l'assemblée.

L'assemblée est présentée par l'un des gérants, ou si aucun d'eux n'est associé, par l'associé présent et acceptant qui possède le plus grand nombre de parts.

En cas de consultation écrite, chaque associé dispose d'un délai de quinze jours à compter de la date de réception des documents qui doivent lui être adressés pour émettre son vote par écrit. Passé ce délai, les votes ne seront plus reçus.

9-3 Participation et décisions collectives

Tout associé a le droit de participer aux décisions collectives et de se faire représenter à une assemblée par un autre associé.

Hormis celles relatives aux comptes sociaux, qui, comme le prévoit la loi et l'article 8-3 des présents statuts, sont obligatoirement prises en assemblée, toutes les autres décisions collectives sont prises, au choix de la gérance, soit en assemblée, soit par voie de consultation écrite des associés, ou pourront résulter du consentement unanime des associés exprimé dans un acte. Cependant, conformément au deuxième alinéa de l'article L.223-30 du Code de commerce, aucune décision collective ne peut avoir pour effet d'obliger un associé à augmenter son engagement social.

Sous réserve des dispositions spéciales des présents statuts fixant des conditions particulières de majorité ou exigeant l'unanimité pour certaines décisions déterminées, les décisions collectives, pour être valablement prises, doivent être adoptées par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié du capital si elle ne comportent aucune modification des statuts

7 C

H C
3C

L C

9-4 Modifications des statuts

Conformément à la loi, les associés ne peuvent, si ce n'est à l'unanimité, changer la nationalité de la société.

Toutes autres modifications des présents statuts sont décidées par les associés selon les modalités suivantes, conformes aux dispositions de l'article L.223-30 du Code de commerce :

- l'assemblée réunie pour procéder à ces modifications ne délibère valablement que si les associés présents ou représentés possèdent au moins, sur première convocation, la moitié des parts sociales;
- si ce quorum n'est pas atteint, une deuxième assemblée peut être convoquée dans un délai de deux mois au plus, le quorum étant alors ramené au tiers des parts sociales ;
- dans l'un ou l'autre de ces deux cas, les modifications des statuts sont décidées à la majorité des deux tiers des parts détenues par les associés présents ou représentés.

Cependant, par dérogation aux dispositions qui précèdent, la décision d'augmenter le capital par incorporation de bénéfices ou de réserves est prise par les associés représentant au moins la moitié des parts sociales.

9-5 Procès verbaux

Les décisions collectives des associés sont constatées par des procès verbaux établis par la gérance sur un registre spécial conformément aux dispositions de l'article 10 du décret n°67-236 du 23 mars 1967.

Article 10 – Décès d'un associé

En cas de décès d'un associé, la société continuera avec son conjoint ou avec son héritier ou son légataire. Mais dans tous les cas, les ayants droit du défunt qui se trouveraient exclus par une clause des statuts, auraient droit à la valeur des droits sociaux de leur auteur, déterminée, en cas de contestation, dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du Code civil).

Article 11 – Contestations

Toutes les contestations qui pourraient s'élever relativement aux affaires sociales pendant la durée de la société ou de la liquidation de celle-ci, soit entre les associés et la gérance, soit entre les associés eux-mêmes, seront soumises à la juridiction des tribunaux compétents du siège social.

RLC

He

SC

LC

Article 12 – Liquidation & partage

La dissolution met fin aux fonctions des gérants. Le liquidateur est nommé par décision collective adoptée par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales. Si les associés n'ont pu nommer un liquidateur, celui-ci est désigné à la demande de tout intéressé, par ordonnance du président du tribunal de grande instance statuant sur requête.

Le liquidateur représente la société et dispose des pouvoirs les plus étendus pour achever les affaires en cours, réaliser, même à l'amiable, l'actif social, payer le passif exigible et répartir le solde disponible, sous réserve des dispositions concernant la reprise d'un apport en nature. L'acte de nomination peut apporter des restrictions à ces pouvoirs sans que celle-ci doivent être adoptées aux conditions requises pour la modification des statuts. Ces restrictions ne sont opposables aux tiers qu'à condition d'avoir été publiées en même temps que la nomination, conformément à la réglementation en vigueur.

Sauf disposition contraire de l'acte de nomination, si plusieurs liquidateurs ont été nommés, ils peuvent exercer leurs fonctions séparément. Toutefois les documents soumis aux associés sont établis et présentés en commun.

Après paiement des dettes et remboursement du capital social, l'actif net est partagé entre les associés à proportion de leurs parts sociales. Les règles concernant les partages de successions, y compris l'attribution préférentielle, sont applicables.

Tout bien apporté qui se retrouve en nature dans la masse partagée est attribuée, sur sa demande, et à charge de soulte s'il y a lieu, à l'associé qui en avait fait l'apport. Cette faculté s'exerce avant tout autre droit à une attribution préférentielle.

Lorsque la dissolution est prononcée par l'associé unique, elle entraîne au profit de celui-ci la transmission universelle du patrimoine de la société, sans qu'il y ait lieu à liquidation, dans les conditions fixées par la loi.

Article 13 – Jouissance de la personnalité morale

La société jouira de la personnalité morale à dater de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés. Jusqu'à l'immatriculation, les rapports entre les associés sont régis par le présent contrat de société et par les principes généraux du droit applicable aux contrats et obligations.

La gérance est habilitée à passer et à souscrire dès ce jour, pour le compte de la société en formation, les actes et engagements entrant statutairement dans ses pouvoirs. Ces actes et engagements seront repris par la société et réputés avoir été faits et souscrits par elle dès l'origine après leur approbation par la collectivité des associés aux conditions requises pour les décisions qui ne modifient pas les statuts, postérieurement à l'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés. A défaut d'une décision spéciale, l'approbation des comptes du premier exercice social emportera cette reprise.

ML

He Lc
sc

Article 14 –Frais et actes accomplis pour le compte de la société en formation

Il est annexé aux présents statuts un état des actes passés pour le compte de la société en formation et des engagements qui en résultent pour celle-ci. Les associés reconnaissent avoir pris connaissance de cet état avant la signature des statuts, et acceptent, par cette signature, que la société reprenne ces engagements à son compte dès qu'elle aura été immatriculée au registre du commerce et des sociétés. Il en est de même des frais, droits et honoraires des présents statuts et de leurs suites.

Article 15 – Formalités de publicité

Tous pouvoirs sont donnés à la gérance à l'effet d'accomplir toutes les formalités de publicité prescrites par la loi, et spécialement au gérant à l'effet de signer l'avis à insérer dans un journal habilité à recevoir les annonces légales dans le département du siège social.

Fait à ANNOUIN, le 15.10.2005

En 4 originaux pour être déposés
au Siège Social et les autres
pour l'exécution des formalités requises.

CARPENTIER

Marie-Luce



carpentier

Hervé



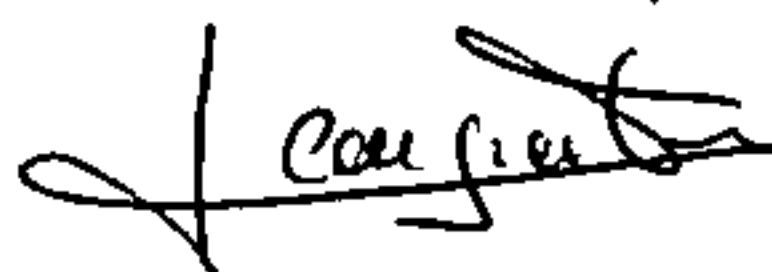
CARPENTIER

Catherine



CARPENTIER

Serge



Annexe : état des actes accomplis pour le compte de la société en formation.

Hc

Lc

sc

Société : **A.A.A.P.P.**

Aide A l'Action Points Permis

Siège social : **34 Rue d'Hesdin 62 134 ANVIN**

Anvin, le 15 Octobre 2005

Annexe 1 des statuts de la société

Objet : état des actes accomplis pour le compte de la société en formation.

Liste des présents :

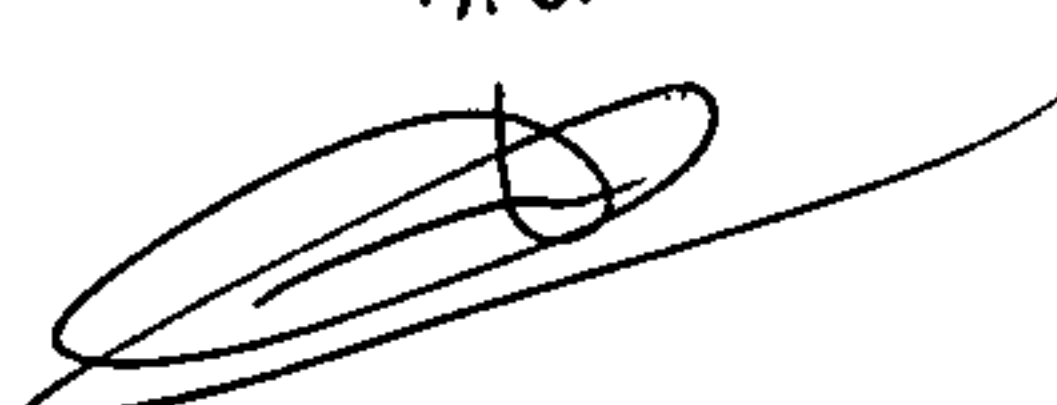
Mr CARPENTIER Hervé,
Mme CARPENTIER Catherine ,
Mr CARPENTIER Serge,
Mme CARPENTIER Marie Line.

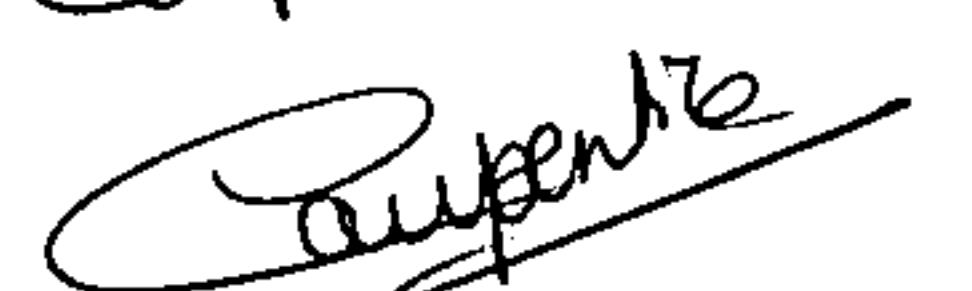
Etat des actes accomplis pour le compte de la société en formation:

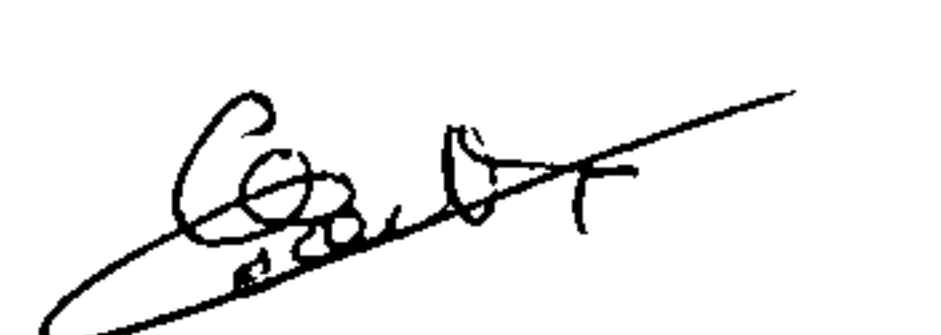
Tribunal des commerces : 76€19
Publication légale des statuts : 150 €
Enregistrement des statuts par les impôts : 256€
Chambre de commerce et d'industrie : 32€

Signature des associés :


Serge

CARPENTIER
M. Line


Carpentier Catherine


Carpentier Hervé


Société : **A.A.A.P.P.**

Aide A l'Action Points Permis

Siège social : 34 Rue d'Hesdin 62 134 ANVIN

Anvin, le 15 Octobre 2005

Objet : Compte rendu de l'assemblée générale du 15 Octobre 2005

Ordre du jour : Nomination de la gérance

Liste des présents :

Mr CARPENTIER Hervé,
Mme CARPENTIER Catherine ,
Mr CARPENTIER Serge,
Mme CARPENTIER Marie Line.

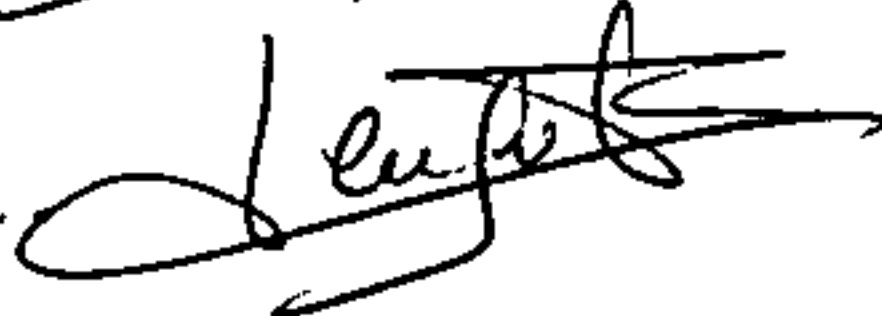
Décision prise :

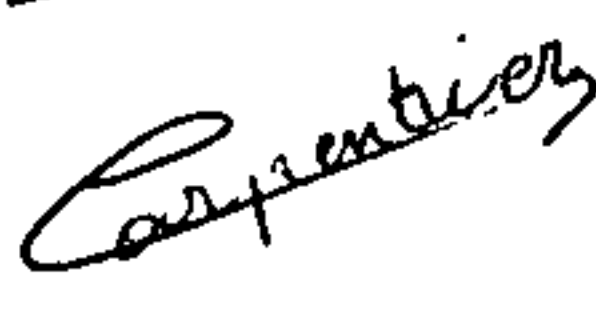
Suite au vote, il a été décidé à l'unanimité que la gérance serait assurée par :

Mr CARPENTIER Hervé et Mr CARPENTIER Serge.

Pour servir et faire valoir ce que de droit.

Carpentier Hervé 

CARPENTIER Serge 

Catherine CARPENTIER 

CARPENTIER Marie Line 



CRÉDIT AGRICOLE
NORD DE FRANCE

Agence de Saint Pol Vardun

CERTIFICAT DE DÉPÔT ET DE BLOCAGE DES FONDS CONSTITUTION ou AUGMENTATION DE CAPITAL

☐ D'UNE SOCIÉTÉ ANONYME
☒ D'UNE S.A.R.L.

LE SOUSSIGNÉ :

- M. CUISINIER Jean-Pol Directeur de l'Agence de ST Pol Vardun

ayant tous pouvoirs à l'effet des présentes

agissant au nom et pour le compte de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Nord de France, société civile coopérative à capital et personnel variables, 440 676 559 RCS LILLE, dont le siège social est à (59) Lille, 10 avenue Foch.

certifie qu'il a été déposé à nos caisses conformément aux dispositions de la loi du 24 juillet 1966 et du décret du 23 mars 1967, sur un compte bloqué n° 16314140312001

ouvert au nom de :

IDENTIFICATION DE L'ENTREPRISE

Raison sociale

Aide à l'habitation Pensions Pensions

Enseigne

A.A.A.P.P.

Code SIRET en cours

151105005

Code NAF

14000

Forme juridique

SARL

Capital social (€)

10000

Date de création

15/10/2005

Date d'expiration

15/10/2005

Activité économique

Organisation de stage de sensibilisation

Appartenance à un groupe

☒ non

☐ oui

Nom du groupe

ADRESSE du SIÈGE SOCIAL : N° rue

34 rue d'Hermin

Localité

ANNIN

Code postal/commune

62134

Pays

FRANCE

la somme de (somme inscrite en lettres et en chiffres) quatre mille euros

représentant le montant libéré en espèces sur la valeur nominale

des actions ☐ des parts ☒ de ladite société souscrites au titre de la constitution du capital ou de l'augmentation du capital décidée par l'assemblée générale extraordinaire du 15/10/2005

Ce versement a été effectué par :

Nom	Prénom	Domicile	Montant
<u>CARPENTIER</u>	<u>Hervé</u>	<u>Annin, 34 rue d'Hermin</u>	<u>1000</u>
<u>LOY</u>	<u>Catherine</u>	<u>Annin, 34 rue d'Hermin</u>	<u>1000</u>
<u>CARPENTIER</u>	<u>Serge</u>	<u>Montigny le Bretonneux 78180</u>	<u>1000</u>
<u>CARPENDU</u>	<u>Marie-Line</u>	<u>Montigny le Bretonneux 78180</u>	<u>1000</u>

A Saint Pol le 15 octobre 2005
Signature et cachet du représentant du Crédit Agricole Nord de France